

Note politique ActionAid Senegal numéro 2

Appliquer le triple bilan (Humain, Planète, financement progressif) pour assurer une justice sociale durable afin de mettre fin à la pauvreté

Mettre l'humain et l'environnement au cœur des programmes de relance de l'économie pour plus de justice sociale

Introduction

Depuis plus de 7 mois maintenant le monde en général fait face à une pandémie à coronas virus d'une rare gravité. Le nombre de décès selon l'Organisation Mondiale de Santé (OMS)¹ en est à plus de de 37.748.234 cas de contamination, 1.081.443 décès et 28.350.523 cas guéris. A part la grippe Espagnole² qui a fait entre 20 à 50 millions de morts, jamais dans l'histoire de l'humanité, nous avons eu à faire face à une aussi grave pandémie dont le bilan affiche des millions de cas de contaminations et des milliers de décès à travers le monde. Les effets immédiats de cette pandémie en Afrique continuent de susciter des inquiétudes, même s'il reste jusqu'à présent le continent où l'on dénombre le moins de cas de contaminations.

Outre les conséquences sanitaires déjà reconnues comme désastreuses, force est de constater que les dernières informations concernant l'impact de la COVID-19.....

...sur les économies africaines non plus ne sont pas bonnes. Selon la commission des Nations Unies pour le Commerce et le développement (CNUCED), la croissance du produit intérieur brut du Continent pourrait baisser de 3,2 à 1,8 % en 2020³. Au Sénégal, la situation économique est également préoccupante. En effet, la pandémie a fait chuter la croissance du Sénégal d'un taux prévisionnel de 6,8% à 1,1% voire moins en 2020⁴. Cette baisse de la croissance pourrait provoquer la fermeture de plusieurs Petites et Moyens Entreprises (PME) tenues par des femmes et des jeunes en particulier. Ces perspectives font également présager une augmentation du chômage technique. Il urge donc d'engager collectivement une réflexion sur les perspectives d'avenir dans ce contexte post COVID 19. D'ou l'imperieuse nécessité de changer de paradigme et de revoir les priorités qui doivent mettre au centre des programmes de relance et de resilience économique l'humain et l'environnement.

Les efforts du gouvernement sénégalais pour réduire les cas et sauver la situation économique

Des résultats encourageants, bien sûr, mais qui ne doivent pas masquer les réalités de la précarité de nos services publics et de leur gouvernance.

Au Senegal les efforts du gouvernement, du corps médical, de la société civile, des mouvements sociaux dans lutte contre la COVID -19 ont été salués par la communauté internationale.

Il est clair pour que ces efforts collectifs ne soient pas vains, il sera important, en plus du programme de Résilience Économique et Sociale (PRES) d'un montant de 1000 milliards de FCFA/1,7 milliard de dollars (USD) - équivalents à 7 % du PIB - financé par des donateurs, le secteur privé et le budget national, de s'assurer que les réponses engagées puissent libérer les

1- <https://www.who.int/fr/dg/speeches/detail/who-director-general-s-opening-remarks-at-the-media-briefing-on-covid-19---31-august-2020>

2- https://fr.wikipedia.org/wiki/Grippe_espagnole

3- <https://www.financialafrik.com/2020/05/16/covid-19-consequences-sur-les-economies-africaines-et-perspectives-de-solutions/>

4- https://www.seneweb.com/news/Economie/abdoulaye-daouda-diallo-laquo-la-pandemi_n_328495.htm

populations de la pauvreté et les pousser à devenir de véritables acteurs de leur propre changement. Pour ce faire, il est important de travailler à assurer une souveraineté alimentaire, une souveraineté sanitaire, une souveraineté économique et politique. Des efforts sont aussi à faire dans le secteur de la santé car le senegal n'as toujours pas atteint le ratio medecins populations comme recommandé par L'OMS pour atteindre des Objectifs de Développement Durable (ODD). Ce déficit vient s'ajouter aux fortes disparités régionales en termes de répartition géographique du personnel médical et des infrastructures sanitaires.



@ActionAid Senegal

► Participation d'ActionAid Sénégal à l'effort de guerre contre la COVID-19

ActionAid Sénégal et ses partenaires ont aussi participé à l'effort de guerre contre la COVID-19 à travers un programme de réponse humanitaire et de résilience qui a touché directement 183 communautés constituées en majorité de ménages vulnérables qui ont bénéficiés de 5000 kits d'hygiènes, des kits d'intrants agricoles (semences, engrais bio, accompagnement technique, etc.),

des Kits scolaires sous forme de fascicules pédagogiques pour les élèves en classes d'examen, des kit alimentaires, des outils de communication sur les gestes barrières pour éviter la propagation de la Covid-19. Cette contribution est évaluée à 120 millions de francs. Les campagnes de sensibilisations par le biais des radios communautaires sont toujours en cours auxquelles s'ajoute la production de capsules de sensibilisation avec les jeunes.



@ActionAid Senegal



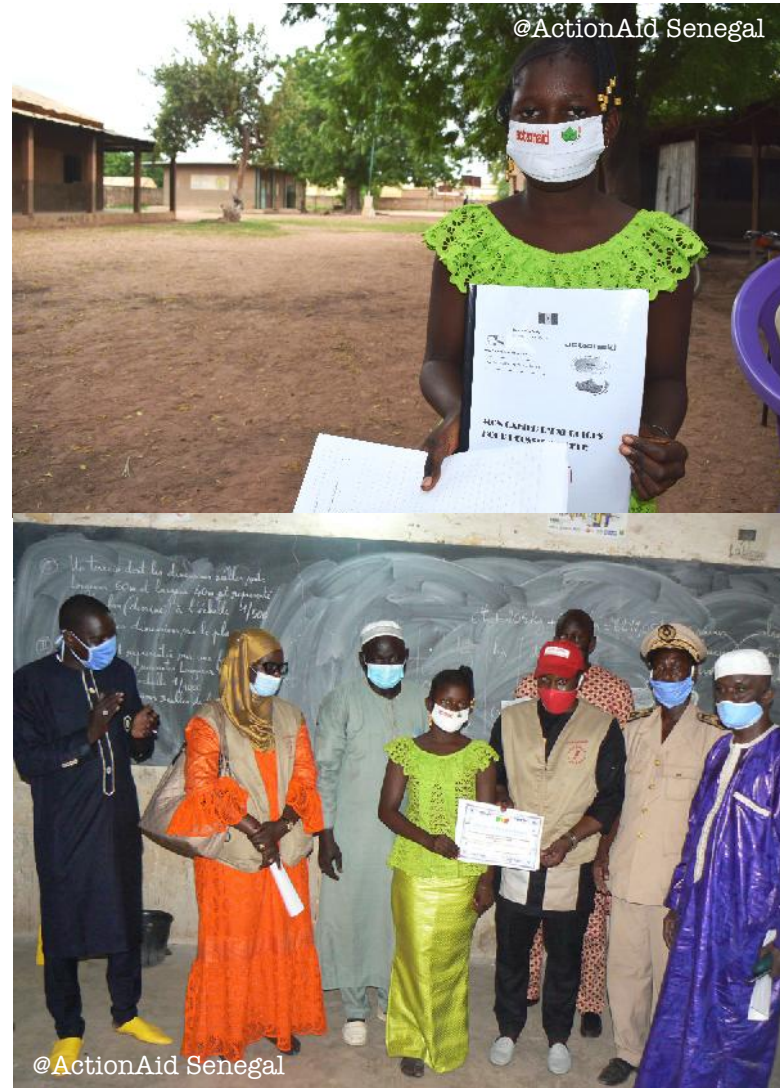
@ActionAid Senegal



@ActionAid Senegal

La pandémie COVID-19 a touché la plupart des secteurs au Sénégal. Les conséquences sur le secteur de l'éducation ont entraîné la fermeture d'écoles et des restrictions dans certaines entreprises ainsi que la mobilité des personnes à une certaine heure. Les enseignants et les enfants ont été obligés de trouver des alternatives qui leur ont permis de poursuivre leurs études pendant la fermeture. En effet, la plupart des parents avaient peur de savoir quand les écoles rouvrieraient et quand l'examen aurait lieu, une des élèves rencontrées au niveau du LRP Koussanar, Fatou, a parlé de son parcours et de l'importance qu'elle attache à son éducation à travers ces mots : "Je suis née en 2007, je vis présentement chez ma grand-mère et mon oncle. J'ai reçu une bonne éducation pour pouvoir réussir dans la vie, je remercie mes parents pour tous les sacrifices consentis. Maintenant, je suis en cours élémentaire (CM²). La COVID 19 a beaucoup affecté le bon déroulement de nos classes/cours à l'école. Avec la fermeture des classes, notre emploi du temps a été fortement perturbé. J'ai été très heureuse d'apprendre que l'État du Sénégal avait décidé de sauver cette année scolaire en reprenant les cours avant les examens. Heureusement pour nous aussi, ActionAid Sénégal et son partenaire sont venus à la rescousse du gouvernement sénégalais en produisant des fascicules. J'ai personnellement bénéficié des brochures : Langue et Communication, Mathématiques et Education pour la Science et la Vie Sociale (ESVS). je suis très reconnaissante et heureuse du travail qu'ActionAid Senegal en collaboration avec les syndicats d'enseignants et son partenaire la Fédération Yakaar Niani Wuli ont menés dans les communautés à Koussanar.

Ce travail important est perceptible à travers les résultats positifs que nous avons obtenus cette année car le nombre de filles qui ont réussi leurs examens a augmenté par rapport à l'année dernière. Ce type de soutien m'encouragera à poursuivre mes études et à réaliser mon rêve de devenir docteur un jour".



Rôle actif de la société civile sénégalaise pendant la pandémie COVID-19

La société civile au Sénégal a joué un rôle central dans la lutte contre la pandémie de COVID-19 à différents niveaux. Même si les mesures prises par les autorités ont restreint une partie de leur mobilité et travail sur le terrain, les OSC au Sénégal ont été très actives en se connectant directement avec leurs partenaires locaux pour atteindre les communautés vulnérables pour les distributions de kits d'hygiènes (WASH), les kits alimentaires, les transferts d'argent (Cash), les appuis divers aux comités régionaux, départementaux et locaux contre la COVID-19 entre autres ont été fortement appréciés par les communautés et autorités.

En outre leur intégration dans les comités locaux, nationaux de gestion de la COVID-19 leur a permis de contribuer à l'effort de guerre. Cela leur a permis de contribuer à la réflexion et au partage d'informations. Une certaine mobilisation en ligne, des discussions en webinaire sur différentes questions telles que l'annulation de la dette africaine et la gouvernance, la lutte contre les violences faites aux femmes pendant la pandémie, le financement de l'agriculture, la réduction des espaces civiques, les questions migratoires ont été organisées et partagées dans différents réseaux sociaux.

Grâce à la contribution des OSC très appréciée par le gouvernement, les partenaires techniques et les populations, le nombre de cas d'infections au COVID-19 a considérablement diminué au Sénégal. Les mouvements de jeunesse comme le mouvement Y'en a Marre, Activista, la globale plateforme Sénégal, etc. Au-delà des revendications pour une meilleure protection des lanceurs d'alertes, se sont fortement mobilisés dans la sensibilisation des populations en générale et des jeunes en particulier. Les réseaux et plateformes en lignes ont été fortement sollicités pour toucher le maximum de citoyens sénégalais souvent confinés chez eux à cause des mesures restrictives.



Nos inquiètes face aux politiques d'austorités des institutions financières internationales et des Etats Africains qui peinent à couper la chaine de dépendance

Des résultats encourageants certes mais qui ne doivent pas cacher les réalités sur la précarité de nos services publics et leur gouvernance

Dans le contexte du confinement et même après, l'on a pu noter une augmentation des violences policières, ciblant surtout des journalistes, des activistes et des défenseurs des droits humains, dont le seul tort a été de réclamer le respect de leurs droits, la transparence dans la gestion des fonds contre la pandémie etc.

Au lieu de décourager les jeunes avec une situation inquiétante causée par la pandémie en Europe, cette crise a surtout été un moment propice pour les candidats à l'émigration. En effet, tous les jours des centaines de jeunes sénégalais utilisent encore des pirogues de fortunes pour tenter l'aventure en Europe au péril de leur vie. La précarité, le chômage et le manque de perspectives sont souvent évoqués par ces derniers.

Une solidarité timide de nos états qui risque de coûter chers aux populations africaines

Sur le plan médical, le continent africain semble mieux contrôler la pandémie que les autres continents (Europe, Asie, Amériques). Cependant, même si les derniers résultats enregistrés par les pays africains sont encourageants, il convient de rester prudent parce que jusqu'à présent, aucun vaccin reconnu et homologué par l'OMS n'a été découvert contre cette pandémie, malgré les voies qui s'élèvent çà et là pour annoncer de prochains vaccins dont certains seraient prévus probablement en 2021. Cette forte compétition des Etats pour être le premier à découvrir et commercialiser un vaccin contre la COVID-19 a pris le déçu sur la sensibilisation des populations pour le respect des gestes barrières et le changement de comportements indispensables pour vaincre la pandémie.

C'est la preuve que l'on se soucie plus de faire fortune sur le dos des populations que de prévenir et sauver des vies. L'Organisation Mondiale de la Santé et les états membres doivent veiller à ce qu'une fois l'efficacité et la sureté des vaccins contre la covid-19 prouvées, que ceux-ci soient gratuits pour tous⁵. L'urgence et la pertinence d'une telle demande se justifient par le fait que beaucoup de pays en Afrique font actuellement face à des difficultés économiques qui pourraient limiter leurs capacités à se procurer des vaccins pour leurs citoyens. Face à cette situation il urge d'inviter les scientifiques africains à s'investir davantage dans la recherche de vaccin, et éviter ce qui s'est passé avec Madagascar qui a vu sa proposition de remède peu valorisée voir simplement ignorée.

5- <https://www.who.int/fr/news-room/detail/24-08-2020-172-countries-and-multiple-candidate-vaccines-engaged-in-covid-19-vaccine-global-access-facility>

Cela nous amène à nous questionner sur la constance et la consistance de la solidarité entre pays et entre africains s'il advenait que l'un des leurs découvre un vaccin contre la COVID-19. Serons-nous prêts à en tirer une gloire collective ou serons-nous engagés dans un pugilat pour faire valoir nos souverainetés respectives ? ces questions méritent réflexion.

Il a été constaté aussi que, depuis l'annonce d'une baisse potentielle des taux de croissances, la plupart des états africains ont réouvert leurs frontières aériennes et terrestres pour éviter, semble-t-il, la récession économique qui pourrait être fatale aux populations africaines. Les pays africains espèrent ainsi relancer leurs économies au plus vite et endiguer les effets collatéraux de la crise sanitaire. Cette relance de l'économie doit être accompagné d'un changement de paradigme.

Recommandations

Après analyse de la situation et surtout en cette période où les États parlent de relance de l'économie, la pandémie de la COVID-19 offre l'occasion d'un nouveau départ, d'un nouveau pacte social entre le gouvernement, les citoyens, les entreprises, la société civile, les syndicats et les partenaires au développement afin de construire un avenir meilleur pour toutes et tous. Pour ce faire, la priorité doit être de mettre l'Humain et à l'Environnement au centre de toute vision, plan, programme, projets.

Ainsi, Actionaid senegal formule les recommandations suivantes :

Assurer un financement conséquent et durable de l'Éducation pour lutter contre les violences faites aux femmes et aux filles et lutter contre les mariages précoces, dans le contexte post COVID-19

Dans le secteur de l'éducation, le risque de perdre les acquis de haute lutte en faveur de l'éducation des filles est important. Le secteur de l'éducation a en effet été beaucoup éprouvé par les impacts négatifs de la covid19.

Ce changement de paradigme consiste à prendre en compte les droits des populations au début et à la fin des décisions politiques et promouvoir la transparence et la bonne gouvernance. Ce changement se fera avec un secteur privé national fort, les partenaires sociaux engagés et financé en grande partie par les capitaux domestiques. Dans ce cas il serait important d'éviter le plus possible les recommandations du FMI⁶ et de la BM, qui conseillent souvent nos pays à être de bons élèves des institutions internationales et des pays industrialisés. C'est pourquoi ActionAid Sénégal, à l'instar d'une bonne frange de la société civile soutient la déclaration des chefs d'états demandant l'annulation de la dette pour faire face à la pandémie et à la relance de l'économie. ActionAid Sénégal encourage également les pays africains à ne pas privilégier seulement la relance économique au détriment de la construction de bons systèmes de santé qui garantiraient une souveraineté sanitaire et économique.

Les alternatives en manière de poursuite d'enseignement apprentissage pour les élèves en classes d'examens et ceux des classes intermédiaires (initiative apprendre à la maison via la télé, la radio et les plateformes digitales) quoique saluer par les acteurs ont montrées ces limites surtout dans les zones rurales ou les intrants tels que l'électricité, l'internet ne sont pas encore démocratisés. L'absence de ces infrastructures a limitée la porte des réponses de résiliences envisagées pour protéger le droit à l'éducation des enfants. Les premières données statistiques affichent un risque d'impact plus important sur les filles en zone rurale. La fermeture des écoles pendant cette période COVID-19 va sans doute contribuer à augmenter leur taux d'abandon scolaire. A long terme, les filles en situation de décrochage scolaire, seront exposées aux mariages précoces, aux violences conjugales, aux charges domestiques et aux soins non rémunérés à la famille. Le senegal doit compter sur les ressources internes en prenant des mesures audacieuses en matière de réforme fiscale progressive afin de mobiliser plus de ressources domestiques à allouer au secteur de l'éducation, la protection sociale. La protection des acquis en faveur de l'éducation des filles doit être non négociable.

2 Faire de la promotion de l'agroécologie et la gestion durable de l'environnement une priorité pour réduire les impacts des changements climatiques au Sénégal et construire un modèle agricole plus résilient.

Le changement climatique avec ses lots de conséquences négatives (inondation, sécheresses, avancée de la mer, feux de brousse, augmentation de la température, etc.) a montré l'urgence de revoir la stratégie de l'Etat en matière de développement économique, la dépendance à l'énergie fossile et à l'agro-business. L'Etat doit davantage promouvoir l'agriculture familiale, renforcer l'agriculture durable afin de construire un modèle agricole résilient face aux changements climatiques. L'Etat et les partenaires sociaux doivent faire des efforts supplémentaires pour le financement de l'agriculture et la transition agroécologique. Ce financement doit être une priorité dans le contexte de la COVID-19 afin de garantir au pays une souveraineté alimentaire et respecter ainsi les engagements de Malabo mais aussi les objectifs du développement durable. Le gouvernement du Sénégal doit faire de la transformation locale des produits agricoles, de l'élevage, de la pêche, une priorité réelle pendant la période post COVID-19. La transformation locale des produits locaux doit être une priorité pour booster le secteur primaire et secondaire afin de réduire les importations de denrées alimentaires et renforcer les échanges intra- africains.

3 Améliorer la qualité des services publics sensibles au genre pour tous et partout !

Malgré les efforts de l'Etat du Sénégal en matière de gestion de la pandémie, il urge d'augmenter les dépenses de santé et de travailler à la souveraineté sanitaire du Sénégal. Cette pandémie de la Covid-19 a révélé la fragilité du système de santé actuel et les difficultés que rencontrent les couches vulnérables à y accéder. Il est évident qu'augmenter le financement et la disponibilité de services publics sensibles au genre pour aider les couches les plus vulnérables, en particulier les femmes et filles dans un contexte de changement climatique appelle une revue de fond du système de gouvernance actuel ainsi que son modèle de financement qui doit devenir plus endogène.

7- http://www.jo.gouv.sn/spip.php?article7177&var_recherche=urbanisme

Mais les alternatives à l'heure actuelle sont limitées pour les économies fragiles telles que le Sénégal. Les pays en développement sont obligés d'engager simultanément sur tous les fronts d'urgence. Les changements climatiques viennent par ailleurs exacerber une situation déjà critique et sans une réponse participative, endogène et centrée sur l'humain et sur les couches les plus fragiles, les biais sociaux se perpétueront. Par exemple, la lutte contre les inondations au Sénégal, doit promouvoir la dignité humaine et s'appuyer sur un plan/programme intégré et participatif qui prenne effectivement en compte tous les contours y compris l'aménagement du territoire, la restructuration des zones non aedificandi⁷ et une planification urbaine adaptée à la croissance démographique du Sénégal et ses facteurs d'influence. L'Etat du Sénégal devrait donc en plus des agents de la protection civile intégrer et requérir l'expertise des organismes humanitaires, la société civile spécialisées sur les questions humanitaires, et se doter de plus de moyens pour une meilleure prise en charge des sinistrés. Nous exhortons également le gouvernement sénégalais à accélérer le processus de mise à niveau du système de santé conformément aux recommandations de l'OMS incluant le recrutement de 500 médecins et 1 000 infirmiers pour combler le déficit existant. En prenant une combinaison d'actions sur la fiscalité, la dette et l'austérité, le gouvernement du Sénégal pourrait transformer la qualité de tous les services publics et commencer à façonner une économie durable qui prenne soin à la fois de l'humain et la planète.



@ActionAid Senegal

4 Réclamer l'annulation de la dette pour libérer le développement et renforcer la coopération intra africaine

Le gouvernement du Sénégal et la société civile devrait continuer à réclamer l'annulation de la dette extérieure. Car cette annulation de la dette libérerait des fonds supplémentaires pour investir dans les services publics de la santé, de l'éducation, de la protection sociale, de l'agriculture, etc. Le gouvernement sénégalais doit rejeter les conditions néfastes attachées aux prêts du FMI ou de la Banque mondiale. Faut-il le rappeler, les contraintes du FMI sur la masse salariale du secteur public bloquent le recrutement et la rémunération décente des infirmières, des aides-soignants, des enseignants et d'autres personnels essentiels de première ligne, grâce auxquels le Sénégal arrive à maîtriser la pandémie. Cette politique d'austérité imposée par ces institutions financières internationales va coûter chère aux ménages vulnérables et les acteurs du secteur informel.

5 Faire de la transparence et de la bonne gouvernance un cheval de bataille au quotidien

Le Sénégal a adopté en 2012 le code de transparence dans la gestion des finances publiques (la loi n° 2012-22 du 27 décembre 2012), ce qui constitue une avancée majeure pour favoriser la reddition des comptes et permettre aux citoyens d'avoir des informations fiables sur la gestion des ressources publiques. Pour ce faire, le gouvernement du Sénégal devrait s'engager à rendre les dépenses de la COVID-19 et les emprunts futurs transparents et compréhensibles pour les citoyens, afin que ces derniers sachent que leurs impôts sont utilisés pour améliorer leurs conditions de vie. C'est le moment pour le Sénégal d'insister sur son droit de dépenser les revenus qu'il génère pour apporter sa propre réponse globale et durable à la Covid-19 et pour l'atteinte des ODD, plutôt que de payer d'anciennes dettes qui ne feront que retarder le décollage économique du pays. L'Etat devrait veiller de manière intransigeante à la lutte contre la corruption et les évasions fiscales qui constituent des fléaux pour la mobilisation des ressources domestiques.

8- <https://www.undp.org/content/dam/rba/docs/COVID-19-CO-Response/UNDP-rba-COVID-assessment-Senegal.pdf>

Dette

6 Humaniser la migration pour restaurer les droits des migrants et leurs familles

Le gouvernement du Sénégal doit renforcer le droit des migrants, car la migration au Sénégal joue un rôle important dans l'économie et le sociale. Environ 75% des transferts des migrants sont destinés aux besoins de bases des populations (dépense quotidienne, l'alimentation, louer, éducation, transport, l'investissement etc.). Selon les agences des Nations Unies la crise de la COVID-19 a fortement impacté les flux financiers issus des migrants avec une baisse d'environ 30% de transferts de fonds de migrants⁸ (juin 2020), car les principaux pays qui abritent les pourvoyeurs de ces fonds (Italie, France Espagne) ont été fortement touchés par la pandémie à cause d'un confinement relativement long, ayant exposé les migrants au chômage. Une inclusion effective des migrants dans le modèle social et économique contribuerait à faire du droit à la migration non pas une option non réfléchie mais une alternative, politiquement, économiquement et socialement crédible.

How to contact ActionAid in Senegal:

Email

info.senegal@actionaid.org

Address Dakar Office

ActionAid Sénégal, 67 Ouest Foire, CITE SAGEF 1 – Fann Dakar.

B.P. : 45780 Dakar

Phone: (+221) 33 859 07 82

Fax: (+221) 33 867 23 40

Address Tambacounda Office

ActionAid Sénégal, Quartier Liberté Ouest lot n° 174/C, Tambacounda.

B.P: 45780 Dakar

Phone: (+221) 33 981 07 73

Fax: (+221) 33 981 07 72

Follow us :



November 2020